

Gel des salaires, externalisation de services: le PDG reste dans le flou



Compte rendu SUD du Comité d'entreprise du 7 février 2014

Emmanuel Hoog a soigneusement évité de donner des réponses claires aux interrogations sur la poursuite du gel des salaires et sur l'éventuelle externalisation de services, lors du Comité d'entreprise du vendredi 7 février.

A l'occasion d'un débat sur le budget 2014 de l'AFP, SUD a relayé les questions que beaucoup de salariés se posent :

1/- Après le gel des salaires en 2009 et en 2013, à quand un rattrapage de la forte perte de pouvoir d'achat ?

cette question se pose alors que le budget 2014 prévoit une hausse de la **MASSE SALARIALE** de seulement 0,7% pour les salariés statut siège et de 1,7% pour les salariés locaux, et que le "plan stratégique 2014-2018" de M. Hoog mise sur une hausse moyenne des **CHARGES** de seulement 1% par an. Ce qui, à effectifs constants, exclut pour les cinq prochaines années (!) toute **AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES** en dehors des automatismes (plans de carrière, évolution de l'ancienneté).

2/ - Est-ce que le PDG a dans ses tiroirs des projets visant à se débarrasser d'une partie du personnel ?

Voilà l'autre question qui se pose, car elle découle de la première : si la direction veut réaliser "des économies sur la masse salariale, qui ont vocation à figurer dans le futur contrat d'objectifs et de moyens" (Prérapport Françaix, page 32), on voit mal comment elle pourrait procéder à des augmentations générales... à moins de baisser la masse salariale globale en se débarrassant d'une partie du personnel. SUD a donc demandé à M. Hoog : "Prévoyez-vous l'externalisation de services (comme la **FILIALISATION** du Technique envisagée dans le prérapport Françaix) ou un plan de départs pour des **SENIORS** (qui seraient remplacés par des jeunes, dont les salaires de début de carrière seraient forcément moins élevés) ?"

Des sacrifices sans fin ?

Les réponses du PDG sont restées très évasives. Sur les éventuelles externalisations, il n'a pas démenti. A l'adresse des syndicalistes qui ont rappelé avoir exprimé leur opposition à l'éventuelle filialisation du Technique, lors de la récente réunion de l'Intersyndicale avec le député Michel Françaix, le PDG a toutefois répondu : "M. Françaix n'est pas sourd. C'est l'intérêt d'un prérapport". Autrement dit : il s'agissait de prendre la température et on a bien vu qu'un tel projet ne passerait pas comme une lettre à la Poste.

Sur les salaires, M. Hoog a dit : "Nous travaillons sur des mesures générales, sur la trajectoire du COM" (2014-2018), ce qui semble confirmer le souhait de la direction de ne pas nous imposer des sacrifices salariaux sans fin. Mais ce qui semble confirmer qu'on réfléchit effectivement au 6e étage sur des **EXTERNALISATIONS** ou des **DEPARTS**.

Tout cela ne permet pas de rassurer le personnel, qui a besoin de plus de clarté (l'aurons-nous le 5 mars, lorsque la direction dévoilera ses "scénarios" sur les économies, dans le cadre de son Nouveau contrat social ?).

Concernant le budget et les perspectives de l'Agence, SUD a par ailleurs émis des doutes sur la

pertinence des investissements prévus par la direction : 35 millions d'euros sur cinq ans. Si les investissements prévus pour la **Vidéo** (7,22 M euros) et pour la **numérisation des archives texte et photo** (6,5 M) semblent rentrer dans l'idée de mission d'intérêt général que nous nous faisons pour l'AFP, faute de précisions nous sommes nettement plus réservés concernant les 6,48 M prévus pour les "**nouveaux contenus - nouveaux usages**" et les 15,32 M pour "**connaissance et services clients**".

D'autant qu'il n'y a pas 36.000 moyens pour financer ces investissements : en grande partie, les fonds viendraient d'**économies réalisées sur le dos du personnel** - que les syndicats devront combattre avec vigueur - et d'une **augmentation substantielle du chiffre d'affaires commercial** : le "Plan stratégique" mise sur une croissance des revenus de l'Agence de 2 à 2,5% par an en moyenne, ce qui semble illusoire quand on tient compte du fait que l'essentiel du chiffre d'affaires de l'Agence est réalisé en France et en Europe, pays touchés par la crise économique et les politiques d'austérité...

En tout état de cause, nous avons souligné que nous ne disposons toujours pas de tous les éléments d'information qui permettraient d'analyser sereinement les projets stratégiques de la direction.

Quant au budget 2014, tous les représentants du personnel qui sont intervenus devant le Comité d'entreprise ont critiqué les restrictions sur les salaires, sur les budgets piges et les moyens de fonctionnement.

Cette unanimité nous permet d'espérer que le personnel et ses organisations syndicales trouveront les moyens appropriés pour défendre l'indépendance et l'unité de l'Agence, ainsi que les intérêts des salariés.

POUR l'unité syndicale contre le budget 2014 et le Plan stratégique 2014-2018 !

Paris, le 7 février 2014

SUD-AFP (Solidaires - Unitaires - Démocratiques)

Liens utiles (liens intranet) :

- Document de la direction sur le budget 2014 :

<http://asap.afp.com/static/contrib/budget-2014.pdf>

- Prérapport du député Michel Françaix :

<http://asap.afp.com/asap/document/e325ad54-adbb-4b7c-b17d-299ad1979548>

